



PAR COURRIEL

Montréal, le 21 juin 2023

Monsieur Luc Provençal
Président
Commission de la santé et des services sociaux
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires, 3^e étage
Québec (Québec) G1A 1A3

Objet : Lettre à l'intention de la Commission de la santé et des services sociaux au sujet du projet de loi n° 15, *Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace*

Monsieur le Président,

L'Association des chiropraticiens du Québec (ACQ) a pour mission de représenter les chiropraticiens du Québec qui œuvrent au quotidien pour améliorer la santé neuromusculosquelettique des citoyens par l'approche chiropratique. Depuis 1967, nous œuvrons à assurer, pour tous les Québécois et Québécoises, un accès libre et équitable à des soins chiropratiques complets et conformes aux standards des pratiques internationales.

Forts de leur formation universitaire et détenteurs d'un doctorat de 1^{er} cycle, les chiropraticiens sont experts dans le diagnostic, le traitement et la prévention d'un grand nombre de problèmes neuromusculosquelettiques. En ce sens, rappelons que les chiropraticiens peuvent poser un diagnostic dans leur champ de compétence. Ils sont en mesure de prescrire, prendre et analyser des radiographies. Les chiropraticiens peuvent aussi procéder à la prescription des imageries médicales - que ce soient des imageries par résonnance magnétique, des échographies, des tomodensitométries ou encore, des ostéodensitométries. Pour ces raisons, plus de 840 000 Québécois et Québécoises consultent annuellement en chiropratique pour des problèmes neuromusculosquelettiques.

Nous vous interpellons aujourd'hui en votre qualité de président de la [Commission de la santé et des services sociaux](#) (ci-après Commission), dans le cadre des consultations publiques entourant l'élaboration du [projet de loi n° 15, Loi visant à rendre le système de santé et de services sociaux plus efficace](#) (ci-après PL15). Le PL15, notamment avec la création de Santé Québec, interpelle notre organisation et ses membres à plusieurs égards.

Dans un premier temps, nous partageons pleinement les objectifs du gouvernement du Québec et souscrivons aux grandes orientations du PL15, notamment en ce qui concerne cet énoncé général :

Ce projet de loi propose de renouveler l'encadrement du système de santé et de services sociaux. Il a pour objet de mettre en place un système efficace, notamment en facilitant l'accès des personnes à des services de santé et à des services sociaux sécuritaires et de qualité, en renforçant la coordination des différentes composantes du système et en rapprochant des communautés les décisions liées à l'organisation et à la prestation des services.

Nous estimons que la place des chiropraticiens dans le parcours des soins au Québec à l'heure actuelle est fortement négligée. La compétence, l'expertise et la pratique actuelle de ces professionnels constituent une offre potentielle considérable pour désengorger les urgences et réduire les listes d'attente. Dans cette perspective, nous effectuons des représentations, dans une optique de collaboration interprofessionnelle, pour que les chiropraticiens intègrent la trajectoire des soins aux usagers, particulièrement en cette période de changement de paradigme en santé où notre objectif commun est de rendre le réseau plus efficace.

Notre compréhension de la mouture actuelle du PL15 nous indique que le réseau de la santé et des services sociaux souffrirait de la même difficulté à identifier des parcours de soins et des traitements innovateurs que dans la [Loi sur la santé et les services sociaux](#). Nous constatons que les articles 47 et 48 du PL15 proposent un *comité national de vigilance et de la qualité* (ci-après Comité vigilance) (SECTION III – COMITÉ NATIONAL DE VIGILANCE ET DE LA QUALITÉ) qui se positionne de manière très claire face à certaines problématiques vécues par les usagers.

C'est ici que nous proposons d'aller plus loin et d'intégrer un amendement au PL15 créant un *Comité national sur l'innovation en santé et services sociaux* (ci-après Comité innovation), afin d'offrir un regard neuf sur l'évaluation des soins et des services offerts aux usagers – et cela en complément du Comité vigilance. Le Comité innovation demandé serait une entité relevant du conseil d'administration de Santé Québec. Il serait composé de professionnels et de représentants de la société civile, chargés d'évaluer des alternatives aux parcours de soins et de traitements actuels afin d'effectuer des recommandations au conseil d'administration de Santé Québec. Ainsi, cette entité aurait pour objectif ultime d'améliorer les pratiques au sein des établissements de santé, le tout pour le plus grand bénéfice des usagers du réseau.

À titre d'exemple, le Comité innovation serait responsable de l'évaluation des projets pilotes tels que les cliniques musculosquelettiques (MSK) actives en Ontario. Ces cliniques d'accès rapide aident les personnes qui souffrent de troubles neuromusculosquelettiques à accéder rapidement à des soins chiropratiques. Indéniablement, les chiropraticiens du Québec peuvent être mieux intégrés dans la trajectoire des soins aux usagers en participant au triage, à l'évaluation et au traitement des patients souffrant de conditions neuromusculosquelettiques.

Dans cette optique, nous proposons un ajout à l'article 48, qui introduirait le Comité innovation en complémentarité du Comité vigilance :

48. Le comité national de vigilance et de la qualité veille à ce que le conseil d'administration de Santé Québec exerce ses fonctions et pouvoirs de manière à favoriser la qualité des services de santé et des services sociaux et le respect des droits des usagers.

À cette fin, le comité doit notamment :

1° analyser les rapports et les recommandations transmis à Santé Québec par le commissaire national aux plaintes et à la qualité des services ou par le Protecteur des usagers en matière de santé et de services sociaux;

2° établir les liens systémiques entre ces rapports et ces recommandations et en tirer les conclusions nécessaires afin de pouvoir formuler les recommandations prévues au paragraphe 3°;

3° faire des recommandations au conseil d'administration de Santé Québec sur les suites qui devraient être données à ces rapports ou à ces recommandations dans l'objectif d'améliorer la qualité des services;

4° assurer le suivi auprès du conseil d'administration de Santé Québec de l'application, par ce dernier, des recommandations qu'il a faites en application du paragraphe 3°;

5° veiller à la surveillance de l'exercice des fonctions et des responsabilités des comités de vigilance et de la qualité constitués par les conseils d'établissement et par les conseils d'administration des établissements privés;

6° exercer toute autre fonction que le conseil d'administration de Santé Québec juge utile au respect du mandat confié en vertu du premier alinéa.

48.1 Que le conseil d'administration de Santé Québec constitue un Comité national sur l'innovation en santé et services sociaux de manière à favoriser l'évaluation des soins et des services aux usagers;

Le mandat du Comité national sur l'innovation en santé et services sociaux est de fournir des recommandations au conseil d'administration de Santé Québec afin d'identifier des parcours de soins et des traitements innovateurs pour les usagers;

Le Comité national sur l'innovation en santé et services sociaux est composé de professionnels de la santé et des services sociaux et de représentants de la société civile;

Le fonctionnement du Comité national sur l'innovation en santé et services sociaux est déterminé par règlement du conseil d'administration de Santé Québec.

Nous estimons que ces amendements permettraient un virage nécessaire dans l'organisation des soins de santé – en visant une meilleure prise en charge des usagers, et d'offrir aux Québécois une expérience patient axée sur l'accessibilité et la qualité des soins, et ce, dans une perspective de traitements innovateurs. Aussi, ce que nous proposons permettrait certainement de réduire les listes d'attente dans les salles d'urgence. L'intégration des chiropraticiens à la trajectoire des soins est une solution, qui selon nous, contribuerait à rendre le réseau de la santé et des services sociaux plus efficace.

En terminant, nous nous permettons de souligner que le Québec accuse un certain retard vis-à-vis des autres provinces canadiennes en ce qui a trait à l'utilisation des chiropraticiens dans la trajectoire des soins.

Afin d'assurer un suivi à la présente, nous faisons la demande officielle à ce que soit déposée cette correspondance à la Commission dans le cadre de l'étude détaillée du PL15.

Veuillez recevoir, Monsieur le Président, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le président,



Dr Guillaume Corbin, chiropraticien

- c. c. M. Christian Dubé, ministre de la Santé
- M. André Fortin, porte-parole de l'opposition officielle en matière de santé
- M. Vincent Marissal, porte-parole de la deuxième opposition en matière de santé
- M. Joël Arseneau, porte-parole de la troisième opposition en matière de santé